



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 27/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société S.S.B**

Rue Pierre Curie  
26100 Romans-Sur-Isère

Références : 0250214-RAP-DAEN0195  
Code AIOT : 0006108203

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement S.S.B implanté Rue Pierre Curie 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement dans sa situation administrative et dans le suivi des suites d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- S.S.B
- Rue Pierre Curie 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006108203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

La société S.S.B a repris l'exploitation des installations précédemment exploitées par la Société Romane de la Chaussure (SRC), concernant un atelier de fabrication de chaussures de la marque Clergerie, rue Pierre Curie à Romans-sur-Isère.

Les équipements de production sont les suivants :

- une chaîne de montage en deux parties,
- diverses machines pour la finition (zone habillage),
- sept cabines individuelles de pistoletage, encollage ou peinture,
- douze presses de découpe,
- dix machines de piquage en service,
- une machine de découpe des peaux à jet d'eau haute pression,
- une machine de découpe des peaux par cutter.

L'activité a été reprise par la société S.S.B après l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire le 29 mars 2023 pour la société SRC. La société SSB fait l'objet désormais d'une procédure de redressement judiciaire depuis le 4 décembre 2024. Un plan de restructuration a été annoncé au Tribunal de commerce le 5 février 2025.

Le changement d'exploitant ICPE reste à régulariser.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                   | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Délais      |
|----|---|---|--|--|-------------|
| 1  | Changement d'exploitant                             | Code de l'environnement du 11/06/2024, article R.181-47 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois      |
| 2  | Situation administrative & Réduction d'activité     | AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1          | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 et 2 mois |
| 3  | Suites données aux précédentes visites d'inspection | Autre du 06/04/2023, article sans objet                 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois      |

*(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demande d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.*

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que la société fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire depuis le début du mois de décembre 2024. L'établissement est en difficulté économique, l'activité et le nombre de salariés ont encore été réduits, une quarantaine d'employés sont dorénavant présents sur le site. La société est en cours de réflexion sur l'avenir de l'établissement sur le site sur lequel il se trouve actuellement, situé rue Pierre Curie à Romans-sur-Isère.

L'organisation actuelle de l'entreprise sur le site de Romans-sur-Isère permet un suivi limité de l'établissement vis-à-vis des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). De ce fait, les écarts constatés depuis janvier 2023 n'ont toujours pas été pris en compte, ni plus globalement la réglementation qui incombe à l'exploitant (code de l'environnement, arrêtés ministériel et préfectoral). Les démarches administratives permettant de lever les principaux écarts relevés (changement d'exploitant, porter à connaissance des modifications réalisées et cessation d'activité le cas échéant) n'ont toujours pas été initiées.

Suivant les décisions qui seront prises sur l'avenir de l'établissement dans les prochaines semaines, les procédures administratives concernant les ICPE seront à adapter et les écarts relevés lors des visites précédentes à ajuster.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/06/2024, article R.181-47   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p> <p>[...]</p> |
| <b>Constats :</b> <p><u>Constats de la précédente visite du 11/06/2024 :</u></p> <p>La société S.S.B a repris l'exploitation des installations précédemment exploitées par la Société Romane de la Chaussure, encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014085-0011 du 26/03/2014.</p> <p><u>Non-conformité n° 2 :</u> La société S.S.B n'a pas déclaré au préfet la reprise de l'autorisation environnementale précédemment délivrée à la Société Romane de la Chaussure, contrairement</p>  |

aux dispositions prévues par l'article R. 181-47 du code de l'environnement. La société S.S.B procède sous 1 mois à la régularisation de sa demande de changement d'exploitant (par courrier au préfet).

**Constat lors de la visite du 13/02/2025 :**

La société Clergerie a été rachetée en juin 2023 par le groupe américain Titan Industries dirigé par Joe Ovaknine. Le site de Romans héberge 3 co-exploitants appartenant à ce dernier : SSB (production), JHJ (commerce) et Tiger mode (fonction support). Le site est actuellement en redressement judiciaire depuis décembre 2024. Une audience de suivi est prévue début mars 2025 auprès du tribunal de commerce de Romans. Une quarantaine de salariés sont encore présents sur le site. Un plan de restructuration est en cours, la société prévoit un déménagement dans une zone industrielle à Romans, une négociation est en cours avec le bailleur. Une possibilité de licenciement est à prévoir lors du déménagement.

Le site est actuellement implanté sur un terrain d'environ 6 000 m<sup>2</sup> et devrait déménager pour une surface plus petite d'environ 1 000 m<sup>2</sup>.

En raison des constats établis, la société SBB est considérée comme le nouvel exploitant des installations suivant les dispositions du code de l'environnement. À ce titre, elle bénéficie de l'arrêté d'autorisation du 26 mars 2014 et doit également se conformer aux obligations associées.

Toutefois, une régularisation est toujours requise pour que la société obtienne un récépissé conforme.

**Non-conformité n°1 :**

La société n'a toujours pas réalisé la déclaration de changement d'exploitant depuis la reprise du site en 2023 et depuis le rappel réalisé par l'inspection des installations classées en juin 2024 lors de la dernière visite d'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déclarer d'ici **1 mois**, le changement d'exploitant réalisé en juin 2023 par courrier au préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Situation administrative & Réduction d'activité**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement selon la nomenclature des ICPE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024

**Prescription contrôlée :**

|   |  |        |    |
|---|--|--------|----|
| Dépôt de papiers, carton  | 140 m <sup>3</sup><br>Stockage de carton : 50 m <sup>3</sup><br>archives : 90 m <sup>3</sup>                 | 1530   | NC |
| Dépôt de bois secs  | Semelles bois, peaux : 176 m <sup>3</sup>  | 1532   | NC |
| Silos et installations de stockage en vrac de tout produit organique dégageant des poussières inflammables  | 1 silo de stockage de poussières de cuir : 7 m <sup>3</sup>  | 2160-2 | NC |
| Stockage de Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) | Stockage des semelles caoutchouc et formes TPU : 70 m <sup>3</sup>   | 2663-2 | NC |
| Installation de Combustion  | 2 chaudières fonctionnant au fioul<br>puissance thermique maximale :<br>1729 kW et 40 kW<br>Bâtiments A et D | 2910-A | NC |

| Désignation   | Volume   | rubrique  | classement |
|---|--|-----------|------------|
| Ateliers de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux.  | Puissance totale = 305kW   | 2360-1    | A          |
| Stockage en réservoirs manufacturés de Liquides Inflammables  | Stockage de Fuel : 26 m <sup>3</sup><br>(1 cuve aérienne de 20 m <sup>3</sup> et<br>1 cuve aérienne de 6 m <sup>3</sup> )<br>bidons de colles et solvant : 6 m <sup>3</sup><br>capacité totale équivalente:<br>11,2 m <sup>3</sup> | 1432-2-b  | D          |
| Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc.<br>(application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...)<br>- lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). | Application de colles, solvants par pulvérisation<br><br>quantité maximale mise en œuvre : 18 kg/j   | 2940-2.b) | D          |
| Entrepôts couverts de matières combustibles   | Stockage de produits finis 30 000 paires de chaussures<br>volume des bâtiments : 8000 m <sup>3</sup><br>quantité de matières combustibles stockées : 30 t  | 1510      | NC         |

Article R.181-46 du code de l'environnement

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**Constats de la précédente visite du 11/06/2024 :

L'exploitant a indiqué que la puissance des installations utilisées était très réduite par rapport à la puissance des installations autorisées sous la rubrique 2360 notamment.

Aucune modification n'a toutefois été portée à la connaissance du préfet, les dispositions de l'arrêté préfectoral restent en conséquence entièrement applicables, ainsi que les dispositions du code de l'environnement associé au régime de l'autorisation et les arrêtés ministériels applicables (notamment les arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 4 octobre 2010).

Le seuil de la déclaration sous la rubrique 2360 est fixé à 40 kW et le seuil de l'autorisation à 200 kW. L'exploitant doit se positionner pour savoir s'il souhaite conserver la puissance de l'autorisation préfectorale de 2014 (305 kW) ou s'il souhaite déclarer une réduction d'activité.

À noter que la puissance retenue doit être celle correspondant à "de l'ensemble des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation", il n'est donc pas possible de limiter de manière organisationnelle la puissance cumulée des installations utilisées.

La puissance peut-être limitée par l'abonnement au fournisseur d'électricité ou par tout dispositif technique rendant impossible l'utilisation simultanée des machines (ou encore par le retrait de machines).

Pour ce qui concerne l'activité d'application de colles et solvants par pulvérisation (rubrique 2940, la quantité maximale appliquée pourrait être désormais inférieure au seuil de la déclaration (10 kg/j), mais l'exploitant peut également conserver le bénéfice de l'autorisation délivrée (18 kg/j, régime de la déclaration), sous réserve de respect des dispositions applicables.

En cas de passage sous le seuil de classement, une déclaration de cessation serait à réaliser pour cette rubrique.

Demande n ° 2 : Considérant la baisse significative des activités depuis la reprise des installations précédemment exploitées par la Société Romanaise de la Chaussure, la société S.S.B transmet sous 1 mois son positionnement sur l'éventuelle évolution du classement des installations classées dont elle a repris l'exploitation (rubriques 2630 et 2940). Un dossier sera transmis le cas échéant sous 3 mois, afin de porter à la connaissance du préfet les modifications sollicitées, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Observation : Dans le cas où l'exploitant souhaiterait conserver le bénéfice de l'autorisation aux seuils fixés par l'arrêté du 26 mars 2014 (absence de déclassement), l'inspection des installations classées procéderait à une nouvelle visite d'inspection pour s'assurer de la mise en place de l'organisation et des moyens nécessaires pour le respect des dispositions applicables.

**Constat lors de la visite du 13/02/2025 :**

L'exploitant indique que la situation de l'activité décrite lors de la précédente visite n'a globalement pas évolué. L'activité a été fortement réduite et l'exploitant indique que la puissance de l'ensemble du parc de machines fixes serait probablement entre 40 et 200 kW, sans toutefois connaître exactement la puissance maximale du site, ce qui les classerait sous le régime de la déclaration pour la rubrique 2360.

L'exploitant ne connaît pas encore exactement le nombre de machines que la société va garder si le déménagement est officialisé. Dans tous les cas, un certain nombre de machines ne seront pas récupérées, car elles ne sont plus en fonctionnement actuellement et que la surface des probables futurs locaux ne permettra pas d'admettre toutes les machines présentes sur le site actuel.

L'exploitant indique que la quantité maximale de colle et solvant susceptible d'être mise en œuvre à l'heure actuelle est inférieur à 10 kg/j. Lors de la visite, un salarié a confirmé que la quantité de

colle utilisée est d'environ 10 kg (1 bidon de Keck pur 712) par semaine en moyenne et 10 kg colle d'imprégnation (1 bidon de Keck pur 705 CH) par mois en moyenne. L'activité du site est d'environ 100 paires de chaussures par jour.

Compte tenu de la situation financière, de la baisse d'activité et du projet de restructuration de la société, plusieurs situations sont envisageables :

- 1 – La société déménage et continue son activité sur un autre site :

L'exploitant doit engager une démarche de cessation d'activité de son site actuel et déclarer une nouvelle activité sur le futur site en fonction du classement dans les rubriques de la nomenclature des installations classées.

- 2 – La société continue son activité sur le site actuel :

2.1 : Dans le cas où l'exploitant souhaiterait conserver son autorisation actuelle avec une puissance totale de son parc machines supérieure à 200 kW, il doit dans les meilleurs délais élaborer un plan d'actions correctives afin de lever l'ensemble des écarts relevés. À défaut, l'inspection des installations classées pourrait proposer des suites administratives.

2.2 : Dans le cas où l'exploitant souhaiterait réduire officiellement la puissance autorisée de son parc machines du fait de sa forte baisse d'activité, afin de déclasser l'installation autorisée et réduire les contraintes administratives associées, il doit transmettre un dossier de porter à connaissance au préfet en se positionnant vis-à-vis du classement sous les rubriques 2360 (fabrication de chaussures) et 2940 (application de colle, etc.). En cas de positionnement sous le seuil de la déclaration, les prescriptions applicables au site feraient l'objet d'une révision (des dispositions resteraient applicables en cohérence avec le nouveau régime).

En cas de positionnement sous les seuils de la déclaration, sous au moins une des deux rubriques mentionnées ci-avant, une démarche de cessation d'activité serait à engager pour la ou les rubriques concernées.

- 3 – La société arrête totalement son activité et n'exploite plus :

L'exploitant doit engager une démarche de cessation d'activité.

#### **Non-conformité n°2 :**

L'exploitant n'a pas donné de réponse à la demande n°2 formulée lors de la dernière visite concernant l'éventuelle évolution du classement du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se positionner sous **1 mois** sur l'évolution éventuelle du classement des installations classées autorisées sur son site de Romans-sur-Isère, au regard de l'évolution de son activité et de ses difficultés financières. En cas de décision de déménagement dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire, l'inspection des installations classées est informée **sans délai**.

Dans tous les cas, l'exploitant justifie sous **2 mois** à l'inspection des installations classées, de la mise en œuvre des actions nécessaires en fonction de la démarche retenue (plan d'actions correctives, dossier de porter à connaissance ou notification de cessation d'activité, etc.).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 et 2 mois



**N° 3 : Suites données aux précédentes visites d'inspection**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/04/2023, article sans objet   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Réponse aux écarts relevés lors des précédentes visites   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2024</li></ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les prescriptions contrôlées et non-conformités relevées sont mentionnées en détail dans les rapports de l'inspection des installations classées suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport n°20230118-RAP-DAEN-0042 du 08/02/2023 relatif à la visite du 18/01/2023,</li><li>• rapport n°20230404-RAP-DAEN-0387 du 06/04/2023 relatif à la visite du 15/03/2023,</li><li>• rapport n°20240711-RAP-DAEN-0664 du 12/07/2024 relatif à la visite du 11/06/2024.</li></ul>   |
| <b>Constats :</b> <p><u>Constats de la précédente visite du 11/06/2024</u></p> <p><i>Les personnes rencontrées n'avaient pas connaissance des derniers rapports de visite, des non-conformités relevées, ni du plan d'actions correctives qui avait été élaboré en réponse. La personne qui était en charge de ce suivi a quitté l'entreprise au moment du placement de la Société Romanaise de la Chaussure en procédure de redressement judiciaire. Les personnes ont indiqué qu'aucune suite n'avait probablement été donnée depuis.</i></p> <p><u>Non-conformité n°5 :</u></p> <p><i>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la mise en œuvre d'actions correctives en réponse aux non-conformités relevées lors des visites d'inspection du 18 janvier et du 15 mars 2023. Un délai de 3 mois est accordé pour apporter une nouvelle réponse à ces rapports. La réponse pourra être adaptée en fonction de la réponse apportée à la demande n°2 concernant l'éventuelle évolution du régime de classement des installations.</i></p> <p><b>Constat lors de la visite du 13/02/2025 :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pris connaissance du rapport qui lui a été envoyé à la suite de la visite d'inspection du 11/06/2024. Aucune action corrective n'a été entreprise et aucun justificatif n'a été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Non-conformité n°3 :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la levée des non-conformités identifiées lors des trois dernières visites d'inspection du 18 janvier 2023, 15 mars 2023 et 11 juin 2023.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre d'ici <b>3 mois</b>, un plan d'actions pour répondre aux non-conformités des trois dernières visites d'inspection.</p> <p>Suivant l'évolution administrative de l'établissement (cf. points de contrôle précédents), certaines non-conformités pourraient être levées automatiquement. Le plan d'actions doit être ajusté selon les perspectives futures de l'établissement.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |